

Du choc de 74 au choc de 2014 : 40 ans de descente pour un retour aux années de “ Germinal ”

9 avril 2014



Cercle Ouvrier du Bassin Minier Ouest du Pas-de-Calais

Il s'avère que depuis la fin de la période des 30 glorieuses où le capitalisme n'avait pas encore atteint son stade ultralibéral, l'appareil économique (industries et commerces) a été une nouvelle fois confisqué par une poignée de capitalistes concentrés et possédant les moyens de productions et d'échanges.

Depuis 40 ans, les membres de cette minorité se sont rétribués et redistribués les plus-values issues du travail et du surtravail produites par une majorité. Donc depuis 40 ans, la part pour les exploités et possédants s'est à nouveau amplifiée exponentiellement, et mécaniquement la part pour les exploités, qui ne vivent que par leur travail, n'a cessé de baisser.

Ce cycle qui n'est pas terminé même si le capitalisme s'épuise de crise en crise, correspond aussi à la dégénérescence de la direction du Parti Communiste Français dont la ligne idéologique n'a plus grand-chose en commun avec le marxisme, c'est-à-dire avec le but de renverser le capitalisme pour abolir les classes sociales et mettre en place la dictature du prolétariat, le fond incontournable du communisme.

Son implication (PGE) dans l'idéologie Européenne qui forme depuis 60 ans un nouvel impérialisme par la fédération de ses Etats dans un bloc capitaliste composé de centaines de millions de travailleurs exploités ou asservis par l'ultralibéralisme, a miné les derniers espoirs révolutionnaires de ce parti qui fût créé au lendemain de la naissance de l'Union Soviétique. De compromis en compromis, d'alliances en alliances, de partenariats en partenariat, le PCF s'est délayé au point d'être relégué à l'état de supplétif des néolibéraux de la social-démocratie historiquement fourvoyée dans l'anticommunisme.

Les 25 dernières années ont été les plus douloureuses de cette période de 40 ans, car la chute (provisoire) de l'URSS et du bloc antagonique aux impérialismes en construction, a permis la re-mondialisation des marchés et de l'économie. Mais depuis le « choc pétrolier de 1974 », ce sont plus particulièrement les 12 dernières qui ont été les plus difficiles pour les travailleurs, et leur parti et syndicat historique (PCF et CGT) ont perdu d'année en année, même et malgré la plus grande sincérité de leurs militants honnêtes et dévoués dont les plans de carrière ne sont pas calqués sur une trajectoire électoraliste et réformiste.

En effet, le passage à la monnaie unique a fait grimper les prix alors que les salaires stagnent sur l'inflation, ce qui freine la capacité d'achats, et l'ouverture du marché dans le cadre de « la concurrence libre et non faussée » a permis des délocalisations vers les ex-pays du bloc socialiste, des zones où le coût de la main d'œuvre est faible (en termes de salaires, de cotisations sociale, et de droits) et dans lesquelles l'Europe, pour éviter la résurgence de son ennemi, a mis en place une politique économique keynésienne

dopée par des aides et des prêts bonifiés, avec en bonus des subventions pour l'installation.

L'Europe a ouvert la boîte de Pandore, et une à une les productions sont délocalisées vers ses zones à fort taux de rentabilité financière à court terme, ce qui entraîne la montée du nationalisme chauvin incarné par l'extrême-droite qui masque sa réalité ultralibérale et profondément antisociale (la négation de la lutte des classes) en agitant des spectres divers et variés selon les périodes et les échéances électorales.

La France importe plus que ce qu'elle-même produit nationalement, par exemple, 80% des denrées alimentaires sont importées quand d'autres productions (céréales, pomme de terre,...) sont financiarisées et ne servent plus qu'à la spéculation depuis qu'elles ont été indexées sur les cours du pétrole, donc du dollar. Mais comment être en mesure de contrôler quand personne ne veut plus rien contrôler au nom de la concurrence libre et non faussée, alors que nous risquons réellement une crise des denrées alimentaires mais aussi une crise sanitaire ? (nous avons fait un n° spécial sur les pays de l'Est en proie aux multinationales de l'industrie agro-alimentaire : voir sur notre site)

Et, ce qui est valable pour l'agro-alimentaire l'est aussi pour l'ensemble des productions livrées aux marchés, à la spéculation et aux profits exigés par les actionnaires, c'est-à-dire à la dictature de la finance... pour un financier, produire des cochons, des voitures ou des chaussettes l'importe peu, lui il ne voit que les colonnes de chiffres, les marges et les bénéfices à s'accaparer... l'être humain passe en second plan, quant aux plus pauvres des êtres humains, ils passent dans la colonne des « pertes conjoncturelles » voire « naturelles », ils sont une « variable d'ajustement » dans un monde où la concurrence entre capitalistes est à son apogée... jusqu'à la guerre militaire !

Rappelons-nous toujours ce que :

- Karl Marx, nous enseignait dans *Le Capital* « Le capital maudit l'absence de profit ou un profit minime, comme la nature a horreur du vide. Que le profit soit convenable, et le capital devient courageux : 10% d'assuré, et on peut l'employer partout ; 20%, il s'échauffe ; 50%, il est d'une témérité folle, à 100%, il foule aux pieds toutes les lois humaines ; à 300%, et il n'est pas de crime qu'il n'ose commettre, même au risque de la potence. Quand le désordre et la discorde portent profit, il les encourage tous deux ; à preuve la contrebande et la traite des nègres »
- Jean Jaurès, disait en août 14 quelques jours avant la grande boucherie de 14/18 : « Le capitalisme porte en lui la guerre, comme les nuées porte l'orage »
- Anatole France, écrivait à la fin de la Première Guerre mondiale : « On croit mourir pour la Patrie mais on meurt pour des industriels »
- Michele Isgro, le procureur fasciste italien, a dit au moment d'envoyer Antonio Gramsci en prison en juin 1928 : « Nous devons empêcher ce cerveau de fonctionner pendant vingt ans ».

Si effectivement, nos usines, nos industries et nos entreprises de service sont productives, d'ailleurs plusieurs expertises comme celle d'Ernst & Young sur l'industrie automobile, le démontrent, la propagande mise en place pour travestir cette réalité, a des effets subjectifs sur les consciences des masses.

Il nous faut donc être à la hauteur pour lutter contre cet endoctrinement réactionnaire pour répéter et expliquer que les productions sont productives en termes de rentabilité financière mais qu'en fait, elle été monopolisée par une minorité qui en demande toujours plus.

Cette caste de riches assiste dans une totale indifférence objective au creusement du fossé entre eux qui possèdent les moyens de productions et d'échanges, et la classe sociale composée des travailleurs qui produisent les véritables richesses. Il y a donc un profond antagonisme lié à la lutte de classes et ses balbutiements organisés, entre les salaires réels et une productivité dégageant d'énormes profits qui n'ont cessé d'augmenter depuis 40 ans.

Aussi, cette intoxication, voulue et organisée par les média, les experts et les politiciens... qui se comportent en valets corrompus par le capital, amène à une lutte à l'intérieur même de notre propre classe

sociale. Il y a de plus en plus d'acceptation d'une re-prolétarianisation de masse par ceux qui n'acceptent pas d'être re-prolétariés...

Les couches moyennes et petites bourgeoises au sein même de notre classe sociale, voire même une partie de la classe ouvrière, qui n'ont pourtant pas d'autres moyens de subsistance que le travail, n'acceptent pas que la partie la plus précarisée voire même sous-prolétariée, dépourvue de travail, soit aidée : ils appellent cela « assisté »...des camarades parlaient « d'un racisme social » qui se crée par la division même à l'intérieur de notre classe.

Les salaires en berne sont rattrapés par les minima sociaux et ceux qui travaillent considèrent de plus en plus ceux qui sont assistés comme des « parasites » à qui il faudrait confier les tâches les plus ingrates sans possibilité de refuser, afin qu'ils puissent garder leur petite indemnité de survie.

Au fur et à mesure des années, avec cet endoctrinement et de la déliquescence d'un parti de classe, mais aussi un effet du sentiment d'impuissance face à un appareil politique, étatique, médiatique et économique complètement vérolé par la corruption et les arrangements de caste, la solidarité qui a fait la force historique des mouvements de masse a été remplacée par l'individualisme et le repli sur soi-même, la preuve dans la montée du sectarisme politique et du corporatisme syndical.

Le réformisme est aujourd'hui dépassé par l'intolérance, le vote à droite et à l'extrême-droite le confirme, et bientôt, l'esprit révolutionnaire sera banni et considéré comme une dissidence, une forme de déviance comportementale contre laquelle des lois seront votées au nom de la sauvegarde des intérêts de l'Etat.

En Allemagne, les réformes entreprises dès 2003 par Peter Hartz, le conseiller du social-démocrate Gerhard Schröder, ont autorisé le transfert des ressources et des richesses vers les entreprises et vers le secteur financier ... ce qui a permis à l'Allemagne de doper un temps ses exportations.

A coup de réduction des salaires et de lois drastiques du marché et du droit du travail, l'Allemagne a amélioré sa productivité mais en comprimant à l'extrême le coût du travail.

C'est sur cette stratégie que s'appuie le gouvernement français pressé d'un côté par le patronat et de l'autre par les commissaires européens, d'ailleurs Peter Hartz a été reçu à l'Elysée en janvier dernier... , « une visite de courtoisie » nous a-t-on dit en nous prenant pour des incultes.

Cette compétitivité est subjective dans la capacité d'un pays riche occidental à affronter la concurrence des BRICS, mais elle permet à un patronat opportuniste et décomplexé, d'exiger objectivement et sans détour, de privilégier son amélioration par des lois et des mesures qui permettent de diminuer les coûts à la production et de favoriser les exportations, donc d'augmenter les marges financières.

D'ailleurs depuis son arrivée en 2012 jusqu'à ce 30 avril 2014, le gouvernement de Jean-Marc Ayrault et sa majorité, n'ont cessé de tailler à coups de serpe dans les droits et acquis des travailleurs pour répondre aux exigences du capital...On ne peut nier que la re-prolétarianisation forcée de millions de travailleurs, est en marche et que les réformes programmées ne vont pas améliorer la situation des familles...

Peter Hartz, conseiller courtois de François Hollande, n'avait-il pas affirmé que : « Un petit job de quelques heures payées à 4 euros est quand même mieux que pas de job du tout sans aucune ressource » ?

Ainsi, l'endoctrinement consiste à concentrer le débat sur le coût du travail pour ne pas aborder le coût du capital, alors que les revenus distribués aux actionnaires ne cessent de croître chaque année.

Le niveau actuel est historiquement le plus important depuis 70 ans, après s'être amplifié depuis le choc pétrolier de 1974, il a encore bonifié de manière très importante les 12 dernières années où des dividendes considérables ont permis, malgré la crise de 2008, le doublement du nombre de grandes fortunes en millions d'euros.

Donc les lamentations des sirènes patronales qui, les larmes aux yeux, se plaignent des « lourdes charges et du droit du travail contraignant » qui feraient abaisser leur taux de marge, pour expliquer les raisons des

licenciements de masse, des faibles investissements dans les outils de production et dans la recherche et le développement, ne sont que des mensonges dans une stratégie du chaos.

Le capital veut passer sous silence la part du « gâteau » de plus en plus grosse, que les entreprises décident, via leur conseil d'administration, de redistribuer aux propriétaires des moyens de productions et d'échanges ou aux investisseurs financiers et actionnaires, et ce quelle que soit l'intensité de la crise économique et financière.

La re-prolétarianisation au service de la finance nous indique clairement le pourquoi et les raisons des attaques incessantes contre les droits des salariés, qui devraient être compressés pour gagner des parts de marché sur les pays à bas coût de production, notamment pour l'exportation. On comprend mieux la raison qui avait poussé un cadre de Bridgestone à Béthune à dire : « dans deux ans, il faudra à Béthune, une productivité égale au sud-est asiatique ». A l'évidence, en accord avec le gouvernement, tous les coups deviennent permis pour toujours plus rémunérer l'actionnariat, les capitaux et les places financières (fonds de pension, fonds d'investissement, bourses...).

Cette cohérence du capitalisme ultralibéralisé et mondialisé est toutefois prise dans ses propres contradictions, et les propos des DRH, patrons d'entreprise ou investisseurs financiers, atteignent des pics d'arrogance inouïe dès lors qu'une interdiction des licenciements boursiers ou pour raison de restructurations ou de délocalisations, est mis en avant. En effet, ces nantis osent nous expliquer que lutter contre les plans de licenciements revient à lutter contre l'emploi... mais compétitivité ne rime pas forcément avec chômage, avec précarité, avec explosion des inégalités, inversement à ce que marchés financiers et patrons imposent aux travailleurs depuis plus de 40 ans avec une accélération depuis 2002 et le passage à l'euro.

L'action politique auprès des masses laborieuses et des quartiers populaires qui rejettent en bloc la politique pro-patronale du gouvernement doit aujourd'hui renaître de ses cendres afin de modifier profondément les règles du jeu économique et social... c'est une question de survie pour notre classe.

Il ne s'agit plus, comme certains veulent le prétendre, de vouloir mettre sous tutelle le capitalisme ultralibéral, mais de tout faire pour le chasser et remplacer la culture du chiffre qui revient à fouler aux pieds les droits des travailleurs et la nature même du travail qui est la source de toutes les valeurs économiques et sociales. Cela ne se fera que par la construction, donc par la volonté de construire un grand mouvement national, un Front Populaire antilibéral qui fera resurgir le véritable Parti de masses et de classe et ses fondamentaux historiques plus d'actualité que jamais depuis 70 et 40 ans...

n° 90-01/04/2014

comibase@gmail.com - <http://joukov.eklablog.com/>